

L'an deux mille vingt-deux et le vingt janvier, le conseil communautaire s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Philippe GUILLOT-VIGNOT.

Date de convocation : le 14 janvier 2022

Membres en exercice : 33

Présents : 22

Absents représentés : 10

Absente excusée : 1

Votants : 32

Étaient présents : Patrick BOUVIER, Véronique DOCK, Patrick MÉANT, Jean-Philippe FAVROT (arrivé au point relatif à l'étude de danger), Jacques PIOT, Christian GOUVERNEUR, Andrée RACCURT, Carine COUTURIER, Sandrine PÉGUET, Emmanuel CHULIO, Philippe GUILLOT-VIGNOT, Aurélie RICHARD, Gérard RAPHANEL, Marie-Hélène TROSSELY, Philippe BELAIR, Romain DAUBIÉ, Anne FABIANO, Nathalie MONDY, Laurence RAVROT, Patrick BATTISTA, Marc GRIMAND, Michel LEVRAT,

Absents représentés : Daniel CLÉMENT ayant donné pouvoir à Jean-Philippe FAVROT, Josiane MAURICE ayant donné pouvoir à Jacques PIOT, Bernard HÉRITIER ayant donné pouvoir à Sandrine PÉGUET, Laurent SOILEUX ayant donné pouvoir à Marie-Hélène TROSSELY, Jean-Paul DA SILVA ayant donné pouvoir à Philippe BELAIR, Christiane GUERRERO ayant donné pouvoir à Anne FABIANO, Christian GUILLEMOT ayant donné pouvoir à Philippe BELAIR, Josette SAVARINO ayant donné pouvoir à Laurence RAVROT, Joanna JUAREZ-LOPEZ ayant donné pouvoir à Patrick BATTISTA, Isabelle LORIZ ayant donné pouvoir à Marc GRIMAND,

Absente excusée : Caroline CONDÉ-DELPHINE

Secrétaire de séance : Anne FABIANO

Désignation du secrétaire de séance

Monsieur le Président propose la désignation de Madame Anne FABIANO comme secrétaire de séance.

Le conseil communautaire, après avoir délibéré à l'unanimité :

- **DÉSIGNE** Madame Anne FABIANO comme secrétaire de séance.

Approbation du compte-rendu du conseil communautaire du 2 décembre 2021

Rapporteur : Philippe GUILLOT-VIGNOT

Monsieur le Président soumet à l'approbation de l'assemblée le compte-rendu du conseil communautaire du 2 décembre 2021.

Le conseil de communauté, à l'unanimité :

- **APPROUVE** le compte-rendu tel qu'il lui a été présenté.

Rapporteur : Michel LEVRAT

Dans le cadre de sa compétence tourisme, la Communauté de Communes de la Côtière à Montluel (3CM), a décidé, par délibération n°2017/12/60 du 7 décembre 2017, de créer un Office de Tourisme sous forme de régie dotée de la seule autonomie financière. Cette régie est administrée, sous l'autorité du Président de la 3CM et du conseil communautaire par un Conseil d'Exploitation, un Président du Conseil d'Exploitation et un directeur.

Par décision n° DS-2021/09/47-AG, une nouvelle régie de recettes de l'Office de Tourisme « Le Costellan » a été instituée pour permettre l'encaissement des produits et des services liés à l'activité, nouvellement installée dans les locaux de la gare de Montluel.

Via sa régie de recettes, l'Office de Tourisme propose à la vente 4 catégories de produits et services :

- De la documentation de promotion touristique : *topoguides de randonnées et de cartes postales*,
- Des produits événementiels de découverte du patrimoine : *visites, animations et ateliers*,
- Des produits locaux provenant d'artisans d'art et producteurs locaux,
- Des produits « mobilité » : *disques bleus de stationnement et abonnements annuels aux stations vélos de la 3CM, cotisation de labellisation « accueil vélo » et « chambre d'hôtes référence ».*

La vente de produits locaux est un nouveau service proposé par l'Office de Tourisme.

En effet, le déplacement de ses locaux, du centre historique à la gare de Montluel, a été l'opportunité de repenser l'offre et les services touristiques, au regard des nouvelles attentes des usagers à la recherche d'un tourisme apaisé et authentique permettant la découverte du terroir.

Ainsi, en plus d'être un lieu d'accueil et de promotion touristique, ce nouvel Office de Tourisme a pour vocation de devenir une « vitrine des savoir-faire locaux » pour les producteurs, les artisans d'art et les commerçants du territoire de la Côtière et de la Grande Dombes.

Dans ce cadre, l'Office de Tourisme a élargi sa boutique, jusque-là limitée à la vente de topoguides de randonnées et de cartes postales, à la vente de produits locaux émanant d'artisans d'art et producteurs locaux.

La commercialisation de ces produits locaux s'effectue, en quasi-totalité, par un système de dépôt-vente.

L'implantation de l'Office de Tourisme à la gare a également permis d'élargir l'offre événementielle de découverte du patrimoine avec des visites commentées, des animations enfants et des ateliers d'initiation à l'art.

Il est donc proposé au conseil communautaire de mettre à jour les tarifs des produits et services proposés par l'Office de Tourisme et détaillés en annexe.

Le conseil communautaire, après avoir délibéré à l'unanimité :

- **VALIDE** les différents tarifs énumérés en annexe ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président à mener toutes les démarches et à signer tous les documents nécessaires à l'application de la délibération.

Etudes de danger des systèmes d'endiguement / Demande de subvention au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs (Fonds Barnier)

Arrivée de Jean-Philippe FAVROT

Rapporteur : Patrick BATTISTA

Contexte

À la suite de la prise de compétence GEMAPI le 1^{er} janvier 2018, la 3CM a engagé en 2019, une étude de connaissance sur le fonctionnement des cours d'eau ainsi que du ruissellement urbain, torrentiel et agricole sur le bassin versant de la Serein, du Cottey et de leurs affluents. Cette étude a conduit à l'élaboration

d'un programme d'actions ambitieux afin de réduire la vulnérabilité du territoire vis-à-vis du risque inondation. La fiche action 6 de cette étude porte notamment sur « la régularisation des digues en systèmes d'endiguement ». A l'heure actuelle, plusieurs digues et ouvrages concourant à la protection contre les inondations sont autorisés individuellement par des arrêtés préfectoraux datant de 2008.

Dans le même temps, le contexte réglementaire vis-à-vis des ouvrages concourant à la protection contre les inondations a fortement évolué. Les titulaires de la compétence « prévention des inondations » de la GEMAPI sont en particulier responsables de la définition et de la gestion des systèmes d'endiguement et des aménagements hydrauliques ainsi que de leurs niveaux de protection associés de telle façon que la zone protégée ne soit pas inondée par débordement, contournement ou rupture des ouvrages.

Le système d'endiguement – composé d'une ou de plusieurs digues et ouvrages annexes – est ainsi soumis à une autorisation en application des articles L. 214-3 et R. 214-1 du code de l'environnement dont la demande est présentée par l'EPCI-FP compétent en matière de GEMAPI.

Constat

Les résultats de l'étude précédemment citée ont donc permis de définir 4 « systèmes hydrauliquement cohérents » répartis sur les communes de Montluel, Dagneux et La Boisse et qui concernent les cours d'eau de La Sereine et du Cottey. Il ne s'agit pas des zones protégées au sens du décret du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques, mais ils identifient des ensembles de digues protégeant un même secteur. Ces secteurs « hydrauliquement cohérents » sont les prémices des futurs systèmes d'endiguement.

La 3CM, dans le cadre de sa compétence GEMAPI, doit procéder à la régularisation administrative des ouvrages en systèmes d'endiguement avant le 30 juin 2023. Pour ce faire, il convient d'adresser au préfet du département, un dossier de demande d'autorisation comprenant, entre autres, une étude de dangers (EDD). Cette dernière, réalisée par un prestataire agréé, vise à évaluer les performances d'un système d'endiguement étayées par des connaissances objectives concernant son environnement et les ouvrages qui le composent. Elle conduit à déterminer, afficher et justifier pour un système d'endiguement précisément défini et délimité, à minima en niveau d'eau ou en débit : le niveau de protection du système d'endiguement.

Pour la réalisation des études de dangers, la 3CM peut solliciter le soutien de l'État au titre du Fonds Barnier, dit « Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs » (FPRNM).

Le FPRNM a été créé par la loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement. Ce fond était alors destiné à financer les indemnités d'expropriation de biens exposés à un risque naturel majeur. Son utilisation a ensuite été élargie à d'autres catégories de dépenses.

Les collectivités réalisant la maîtrise d'ouvrage d'études et de travaux visant à prévenir les risques naturels ou à protéger des biens exposés peuvent solliciter les financements du fonds Barnier. Les études et travaux peuvent être financés dès lors qu'il existe un plan de prévention des risques naturels (PPRN) prescrit ou approuvé sur la commune concernée et que ces études ou travaux permettent de réduire la vulnérabilité des biens et des personnes. Elles doivent en outre s'inscrire dans une démarche globale de prévention.

Dans le cas présent, les EDD peuvent être financées hors programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) par le FPRNM à hauteur de 50 %.

Dépenses prévisionnelles

Les dépenses prévisionnelles liées à cette opération sont les suivantes :

Nature de la dépense	Montant € HT	Montant € TTC
Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des EDD	50 k€	60 k€
Études de danger (x4)	200 k€	240 k€
Étude complémentaire 1 : géotechnique / géophysique	50 k€	60 k€
Étude complémentaire 2 : topographie	20 k€	24 k€
Total	320 k€	384 k€

Plan de financement prévisionnel

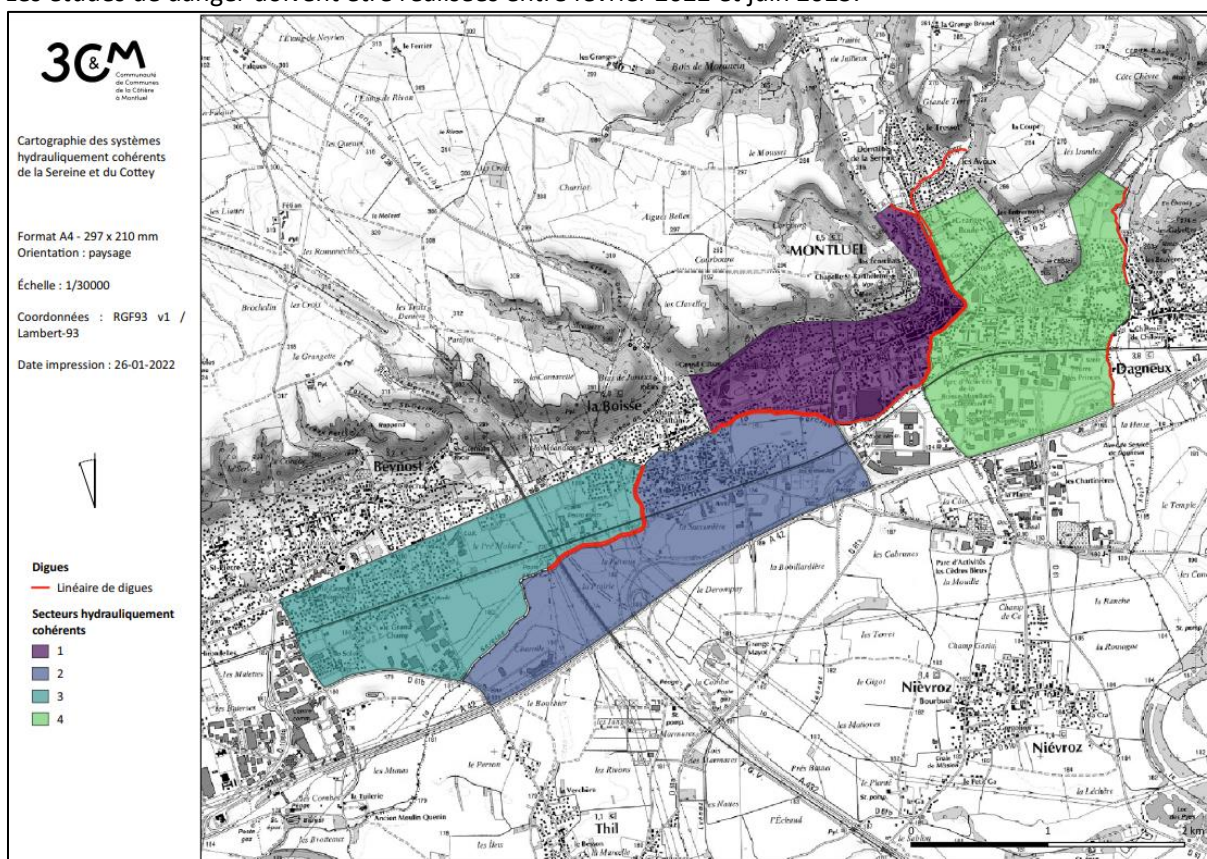
Le plan de financement prévisionnel pour la réalisation de ces études de danger est le suivant :

Dépenses			Ressources		
	Montant HT	Montant TTC		Montant TTC	%
Travaux	--	--	Aides publiques	192 k€	50 %
Matériel	--	--	Fonds Barnier	192 k€	50 %
			Autres aides publiques	--	--
Autres (études opérationnelles...)	320 k€	384 k€	Auto-financement	192 k€	50 %
			Fonds propres	192 k€	50 %
			Autres		
Total	320 k€	384 k€	Total	384 k€	100 %

Montant de la demande de subvention publique demandée : 160 k€ HT soit 192 k€ TTC.

Calendrier

Les études de danger doivent être réalisées entre février 2022 et juin 2023.



Vu l'exposé,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement et portant création du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) dit « Fonds Barnier »,

Vu l'arrêté du 12 janvier 2005 relatif aux subventions accordées au titre du financement par le fonds de prévention des risques naturels majeurs de mesures de prévention des risques naturels majeurs,

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L. 211-7 relatif aux domaines pour lesquels les collectivités locales et leurs groupements sont habilités à agir en matière de gestion de l'eau et des milieux aquatiques,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 30 août 2021 portant modification des compétences de la 3CM,

Considérant le besoin de réaliser les études de dangers afin de formaliser les dossiers de demande d'autorisation des systèmes d'endiguements sur le territoire de la 3CM,

Considérant la nécessité de constituer un dossier de demande de subvention au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs pour la réalisation d'études, travaux ou équipements de prévention ou de protection contre les risques naturels des collectivités territoriales (ETECT) au titre du II de l'article L. 561-3 du code de l'environnement,

Considérant que le montant prévisionnel des dépenses s'élève à 320 k€ HT soit 384 k€ TTC,

Le conseil communautaire, après avoir délibéré à l'unanimité :

- **APPROUVE** la réalisation des études de dangers – au nombre de 4 – ainsi que toutes études annexes complémentaires (topographie, géotechnique...) pour une enveloppe globale de 320 k€ HT ;
- **SOLLICITE** auprès de l'État une participation financière au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs, d'un montant global de 160 k€ HT ;
- **APPROUVE** le plan de financement ci-dessus, en tenant compte qu'il s'agit d'une subvention espérée, dont le montant peut évoluer selon la définition de l'assiette éligible et du taux d'intervention ;
- **S'ENGAGE** à assurer le solde du financement, les crédits nécessaires étant inscrits au budget prévisionnel 2022 de la 3CM. Dans le cas où la subvention ne serait pas à la hauteur du montant sollicité, la 3CM s'engage à prendre en autofinancement la totalité de la dépense ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président à effectuer toute démarche et à signer tous les documents nécessaires à l'application de la délibération.

Stratégie agricole et alimentaire / Demande de subvention au titre du programme européen Leader Dombes Saône

Rapporteur : Christian GOUVERNEUR

La Communauté de Communes de la Côtière à Montluel (3CM) a engagé une politique volontariste en faveur d'une agriculture durable sur le territoire. Les enjeux en lien avec le monde agricole sont multiples et tendent à se renforcer avec le temps : la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau, le changement climatique, l'alimentation et la gestion foncière.

Pour répondre à cet engagement, il a été choisi d'élaborer une étude en vue de définir la stratégie agricole et alimentaire de la 3CM qui comprendra dans un premier temps, un diagnostic permettant d'avoir une vision complète du monde agricole et de ces interactions avec les autres acteurs du territoire (industriels, commerçants, artisans, restaurateurs...). Dans un second temps, une analyse prospective sera réalisée dont l'objectif sera de présenter le territoire de demain et ce, afin d'anticiper les changements à accompagner au niveau agricole. Enfin, de cette stratégie co-construite découlera la mise en œuvre d'un plan d'actions concret, temporalisé et chiffré.

L'intérêt de cette étude est de permettre la construction d'une démarche multi-partenariale visant à partager une vision commune du développement agricole entre la Communauté de Communes, les agriculteurs, les acteurs locaux, les industriels de la filière et les consommateurs.

Son objectif est de créer une dynamique territoriale entre les acteurs pour générer une synergie dans les actions proposées. Ce projet global donnera de l'envergure et du sens aux démarches en cours à la 3CM, notamment le PCAET et le projet de territoire, et permettra d'apporter une aide au développement de l'agriculture locale.

Cette étude est inscrite dans le Contrat de relance pour la Transition Ecologique signé avec l'Etat en juillet 2021 sous la fiche 3a, intitulée « mise en place d'une stratégie agricole globale intégrant la protection de l'environnement ».

Au titre du programme Leader Dombes Saône porté par la Communauté de Communes de la Dombes, il est proposé au Conseil Communautaire de solliciter une subvention pour la réalisation de cette étude selon le taux en vigueur dans la fiche action n°1.

De plus, une participation au financement du temps du personnel dans le cadre de l'animation et du suivi de l'étude sera également demandée.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Subvention département de l'Ain	40 % sur la partie étude
Subvention LEADER	Selon le taux en vigueur dans la fiche action n°1 pour l'étude et le temps du personnel
Autofinancement	20 %
TOTAL	100 %

Interventions :

Nathalie MONDY : Il serait intéressant que la relation avec LEADER et la Chambre d'Agriculture soit intégrée à cette stratégie, de même que les consommateurs.

Philippe GUILLOT-VIGNOT : L'idée n'est pas de se substituer au savoir-faire des agriculteurs mais de les accompagner et bâtir un réel partenariat. A ce titre, bien sûr que la Chambre d'Agriculture fait partie des partenaires. De même que la 3CM, notamment sur le tourisme, est bien identifiée comme acteur du LEADER.

Le conseil communautaire, après avoir délibéré à l'unanimité :

- **APPROUVE** le projet et le plan de financement prévisionnel,
- **AUTORISE** Monsieur le Président à solliciter une subvention au titre du programme LEADER Dombes Saône et à signer tout document nécessaire à l'application de la délibération,
- **S'ENGAGE** à financer le solde par son autofinancement, les crédits nécessaires étant inscrits au budget prévisionnel 2022 de la 3CM. Dans le cas où la subvention ne serait pas à la hauteur du montant sollicité, la 3CM s'engage à prendre en autofinancement la totalité de la dépense.

Rapporteur : Christian GOUVERNEUR

La Communauté de Communes de la Côtière à Montluel (3CM) a engagé une politique volontariste en faveur d'une agriculture durable sur le territoire. Les enjeux en lien avec le monde agricole sont multiples et tendent à se renforcer avec le temps : la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau, le changement climatique, l'alimentation et la gestion foncière.

Pour répondre à cet engagement, il a été choisi d'élaborer une étude en vue de définir la stratégie agricole et alimentaire de la 3CM qui comprendra dans un premier temps, un diagnostic permettant d'avoir une vision complète du monde agricole et de ces interactions avec les autres acteurs du territoire (industriels, commerçants, artisans, restaurateurs...). Dans un second temps, une analyse prospective sera réalisée dont l'objectif sera de présenter le territoire de demain et ce, afin d'anticiper les changements à accompagner au niveau agricole. Enfin, de cette stratégie co-construite découlera la mise en œuvre d'un plan d'actions concret, temporalisé et chiffré.

L'intérêt de cette étude est de permettre la construction d'une démarche multi-partenariale visant à partager une vision commune du développement agricole entre la Communauté de Communes, les agriculteurs, les acteurs locaux, les industriels de la filière et les consommateurs.

Son objectif est de créer une dynamique territoriale entre les acteurs pour générer une synergie dans les actions proposées. Ce projet global donnera de l'envergure et du sens aux démarches en cours à la 3CM, notamment le PCAET et le projet de territoire, et permettra d'apporter une aide au développement de l'agriculture locale.

Cette étude est inscrite dans le Contrat de relance pour la Transition Ecologique signé avec l'Etat en juillet 2021 sous la fiche 3a, intitulée « mise en place d'une stratégie agricole globale intégrant la protection de l'environnement ».

Pour la réalisation de ce projet, la 3CM pourrait bénéficier d'une subvention à hauteur de 40 % du montant total de l'étude au titre du Plan Nature du Département de l'Ain.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Subvention département de l'Ain	40 % sur la partie étude
Subvention LEADER	Selon le taux en vigueur dans la fiche action n°1 pour l'étude et le temps du personnel
Autofinancement	20 %
TOTAL	100 %

Le conseil communautaire, après avoir délibéré à l'unanimité :

- **APPROUVE** le projet et le plan de financement prévisionnel,
- **AUTORISE** Monsieur le Président à solliciter une subvention au titre du plan nature du Département de l'Ain à hauteur de 40% du montant de l'étude et à signer tout document nécessaire à l'application de la présente délibération,
- **S'ENGAGE** à financer le solde par son autofinancement, les crédits nécessaires étant inscrits au budget prévisionnel 2022 de la 3CM. Dans le cas où la subvention ne serait pas à la hauteur du montant sollicité, la 3CM s'engage à prendre en autofinancement la totalité de la dépense.

Rapporteurs : Marie-Hélène TROSSELY et Philippe BELAIR

VU :

- les articles L. 1414-1 et suivants du code général des collectivités territoriales,
- les articles L. 3235-2, R. 2124-2 1°, R. 2161-2 à R. 2161-5 , R. 2194-6 du code de la commande publique,

Monsieur le Vice-président en charge de l'aménagement rappelle que l'assemblée délibérante a voté par sa délibération N° DE-2021/09/98-AG le transfert du contrat relatif au gros œuvre (lot 3) de la construction du pôle sportif (marché n° 2019-GL-09bis) au motif que le titulaire a été placé en redressement judiciaire puis en liquidation judiciaire. Le tribunal de commerce de Bourg-en-Bresse a, par son jugement du 20 septembre 2021, acté la reprise de la société en redressement au profit de la société Ruiz SAS.

Monsieur le Vice-président en charge de l'aménagement rappelle également que la nouvelle société détentrice du contrat a repris seulement l'actif de l'ancienne société.

Monsieur le Vice-président en charge de l'aménagement expose que, pendant l'exécution des travaux, des malfaçons ont été décelées par la maîtrise d'œuvre et le maître d'ouvrage dont le fait générateur se situe pendant la première période, c'est-à-dire avant la reprise par la société RUIZ SAS. Ainsi l'ensemble des malfaçons commises par la société RUIZ by Rougeot ne peuvent qu'engager sa propre responsabilité.

Au regard du planning d'exécution de la construction du pôle sportif et de la nécessité de reprendre rapidement les malfaçons pour éviter, d'une part, des adaptations sur les autres corps de métier génératrices de coûts, et le retard que prendrait l'opération à l'installation des associations d'autre part, la société Ruiz SAS a chiffré les coûts de reprises pour une valeur de 278 120,50 € HT après de nombreuses négociations. Il a été notamment négocié que l'ensemble des malfaçons visibles antérieures à la reprise soit pris en charge par la société RUIZ SAS mais également que l'indice initial de révision soit porté à celui du mois d'octobre 2021.

Monsieur le Vice-président en charge de l'aménagement propose que le Président signe l'avenant pour ces motifs et pour moyen de travaux supplémentaires devenus nécessaires sous l'égide des articles L. 2194-1 et R. 214-2 et suivants du code de la commande publique.

Communiqué de Monsieur le Président :

Historique :

Depuis 2021, la 3CM a subi la forte augmentation des matières premières (acier, aluminium, bois), entraînant, de fait, d'importantes disparités de prix dans les marchés qui ont été signés fin 2019.

Lorsque la hausse des matériaux dépasse un certain seuil, c'est l'application de la clause d'imprévisibilité qui peut faire l'objet d'une réclamation de la part de l'entreprise si la révision de prix ne palie pas cette hausse.

En septembre 2021, la société RUIZ by ROUGEOT a déposé le bilan et un plan de reprise a été acté par le groupe MD de M. DA MOTTA intégrant la poursuite du chantier.

Néanmoins, il s'agit de deux sujets distincts : les travaux RUIZ by ROUGEOT qui ont fait l'objet d'une réception avec réserve et ceux qui vont être entrepris par la nouvelle société RUIZ.

Lors de cette réception, sous contrôle d'huissier, de graves malfaçons ont été constatées à la fois sur l'attente esthétique des bétons (ce que l'on appelle les voiles) mais surtout sur des côtes et implantations de supports « charpente » obligeant à reprendre les ouvrages ou à les réajuster comme, par exemple, les châssis d'entrée rez-de-chaussée.

La 3CM a donc longuement négocié cette plus-value pour arriver à un compromis acceptable et pour RUIZ, à une neutralisation d'une partie des révisions de prix.

Bien entendu, une procédure a été engagée envers le liquidateur pour espérer trouver tout ou partie de la prise en charge de ces plus-values.

Les assurances ont également été missionnées pour être en adéquation avec celles souscrites par RUIZ by ROUGEOT.

Dans le même temps, les bardages et autres matières d'acier ont très fortement augmentés et la société TRAMPE ne pouvait plus assurer dans des conditions économiques minimales, ces hausses de matières étant assujetties à une révision de prix BT01 en inadéquation avec ces hausses.

La clause d'imprévisibilité pouvant s'appliquer, là encore, après de longues discussions, la 3CM est arrivée au bon compromis.

Enfin, le charpentier, fort de ces retards et de la reprise des supports, a également proposé une plus-value légitime, ayant l'obligation de stocker la charpente et les isolants dans un bâtiment loué puisqu'il avait prévu sa pose en septembre et en avait fabriqué la totalité.

Interventions :

Véronique DOCK : Quelle est la responsabilité de la maîtrise d'œuvre ?

Philippe GUILLOT-VIGNOT : Il s'agit en effet d'un point qu'il conviendra de régler à terme.

Gérard RAPHANEL : Comment s'explique cette hausse de prix des bardages en ce sens que le marché a été passé en amont et que, par conséquent, l'entreprise pouvait anticiper sa commande.

P. GUILLOT-VIGNOT : Attention, le chantier a fait l'objet d'un arrêt en raison de la COVID. Aussi, lorsque la commande a été passée, c'est en période d'inflation.

Carine COUTURIER : Je rejoins la réflexion de Gérard RAPHANEL.

P. GUILLOT-VIGNOT : En mai 2021, le montant était le double de celui négocié. L'entreprise avait la posture de ne pas vouloir redémarrer le chantier. Au final :

- 2020 : arrêt de chantier,
- 2021 : prix forts,
- 2022 : montant divisé par 2.

G. RAPHANEL : Quelles sont les conséquences pour les autres lots ?

P. GUILLOT-VIGNOT : Les clauses de révision des prix devraient amoindrir les répercussions sur les autres lots.

Patrick MÉANT : En effet, j'abonde en ce sens notamment pour le lot électricité.

P. GUILLOT-VIGNOT : A ce jour, pas d'autres demandes.

C. COUTURIER : Le coût est énorme pour seulement deux associations. Cela va coûter cher au contribuable.

P. GUILLOT-VIGNOT : Ce n'est pas une décision d'aujourd'hui. Les travaux n'étaient pas démarrés en début de mandat. L'ensemble des élus a acté la construction de cet équipement dans le projet de territoire. Il ne s'agit pas uniquement d'un pôle à destination de deux associations d'une part et c'est aussi permettre l'évolution de celles-ci d'autre part.

Romain DAUBIÉ : Quelles seront les conséquences sur le Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI) ?

P. GUILLOT-VIGNOT : Il y aura un décalage des autres programmes si besoin.

A noter que la livraison est prévue en décembre 2022. Son coût global s'élève à 7 432 k€.

Le conseil communautaire, après avoir délibéré à l'unanimité :

- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer l'avenant n° 3 du marché de construction du pôle sportif (n° 2019-GL-09bis).

Ouverture de crédits d'investissement avant le vote du budget principal et des budgets annexes de l'eau et de l'assainissement 2022

Rapporteur : Marie-Hélène TROSSELY

Vu :

- l'article L. 1612-1 du code général des collectivités territoriales ;

- l'arrêté du 9 décembre 2021 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 4 applicable aux services publics industriels et commerciaux
- l'arrêté du 9 décembre 2021 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs
- la délibération n° DE-2021-04-42-AG relative à l'adoption du budget principal pour l'année 2021 ;
- la délibération n° DE-2021-04-48-AG relative à l'adoption du budget principal pour l'année 2021 ;
- la délibération n° DE-2021-04-45-AG relative à l'adoption du budget principal pour l'année 2021 ;

Madame la 1^{ère} Vice-présidente rappelle que jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption d'un budget avant cette date, l'exécutif de l'EPCI peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Cette autorisation précise le montant et l'affectation des crédits.

Madame la 1^{ère} Vice-présidente explique que le montant des crédits qui peuvent être engagés s'apprécie au niveau des chapitres du budget de l'année n-1, ou de l'article si la collectivité a spécifié que les crédits sont spécialisés de la sorte, mais pas de façon globale au niveau de la section. De plus, étant un début d'exécution de la nouvelle année budgétaire, ces opérations budgétaires doivent être nécessairement reprises au sein du prochain budget primitif. C'est la raison pour laquelle, l'autorisation doit ventiler ces crédits par chapitre et article comptable.

En sus, Madame la 1^{ère} Vice-présidente conclut que cette obligation, exclusive aux dépenses d'investissement, contribue au droit d'information de l'élu pour le vote des budgets 2022.

Il est donc proposé au conseil communautaire d'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts aux budgets de l'exercice précédent soit 2021, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Et ce, pour les trois budgets les plus importants, à savoir le budget principal et les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement.

Le conseil communautaire ayant décidé de voter les budgets par chapitre, lesdites autorisations sont ventilées de la même sorte.

Le conseil communautaire, après avoir délibéré à l'unanimité :

AUTORISE :

- Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, hors restes à réaliser dans les limites portées en annexe pour les trois budgets concernés.

ANNEXE N° 1 : AUTORISATION SUR BUDGET PRINCIPAL

Chapitre voté	Nature	Libellé	Budget consolidé 2021	Crédits anticipés 2022
20 - CONCESSION ET DROITS SIMILAIRES				
	2031	FRAIS D'ETUDES	938 070,06	234 517,51
	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	90 759,94	22 689,98
Total : 20			1 028 830,00	257 207,50
204 - SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT				
	2041582	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	132 000,00	33 000,00
	20421	BIENS MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES	270 000,00	67 500,00
Total : 204			402 000,00	100 500,00

21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	2111	TERRAINS NUS	75 565,58	18 891,39
	2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	5 508,00	1 377,00
	21351	BATIMENTS PUBLICS	225 575,23	56 393,80
	2152	INSTALLATIONS DE VOIRIE	2 121 942,25	530 485,56
	2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECH.	559 282,98	139 820,74
	21721	PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES	30 000,00	7 500,00
	21728	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	470 000,00	117 500,00
	21838	AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	56 353,76	14 088,44
	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	16 772,20	4 193,05
Total : 21			3 561 000,00	890 250,00
23 - IMMOBILISATIONS EN COURS				
	2312	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	20 427,05	5 106,76
	2313	CONSTRUCTIONS	4 346 832,80	1 086 708,20
	2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	1 517 937,56	379 484,39
	2318	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	54 242,59	13 560,64
Total : 23			5 939 440,00	1 484 860,00
TOTAL			10 931 270,00	2 732 817,50

ANNEXE N° 2 : AUTORISATION SUR BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Chapitre voté	Nature	Libellé	Budget consolidé 2021	Crédits anticipés 2022
20 - CONCESSION ET DROITS SIMILAIRES				
	2031	FRAIS D'ETUDES	78 266,75	19 566,68
Total : 20			78 266,75	19 566,68
21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	2111	TERRAINS NUS	8 500,00	2 125,00
	21351	BATIMENTS D'EXPLOITATION	457 693,75	114 423,43
	2151	INSTALLATIONS COMPLEXES SPECIALISEES	77 195,16	19 298,79
	21531	RESEAUX D'ADDUCTION D'EAU	1 351 352,29	337 838,07
	21561	SERVICE DE DISTRIBUTION D'EAU	114 858,80	28 714,70
Total : 21			2 009 600,00	502 400,00
23 - IMMOBILISATIONS EN COURS				
	2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	791 000,00	197 750,00
	2318	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 150 026,81	287 506,70
Total : 23			1 941 026,81	485 256,70
TOTAL			4 031 426,81	1 007 856,70

ANNEXE N° 3 : AUTORISATION SUR BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Chapitre voté	Nature	Libellé	Budget consolidé 2021	Crédits anticipés 2022
20 - CONCESSION ET DROITS SIMILAIRES				
	2031	FRAIS D'ETUDES	76 100,00	19 025,00
	2033	FRAIS D'INSERTION	2 000,00	500,00
	2051	CONCESSIONS ET DROITS ASSIMILES	10 000,00	2 500,00
Total : 20			88 100,00	22 025,00
21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	21351	BATIMENTS D'EXPLOITATION	39 876,05	9 969,01
	21532	RESEAUX D'ASSAINISSEMENT	211 112,49	52 778,12
	2154	MATERIEL INDUSTRIEL	119 226,40	29 806,60
	2155	OUTILLAGE INDUSTRIEL	5 073,86	1 268,47
	21562	SERVICE D'ASSAINISSEMENT	30 711,20	7 677,80
	2183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	4 000,00	1 000,00
Total : 21			410 000,00	102 500,00
23 - IMMOBILISATIONS EN COURS				
	2313	CONSTRUCTIONS	5 050,71	1 262,68
	2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	1 637 429,29	409 357,32
	238	AVANCES ET ACOMPTES VERSES / CDE IMMO. CORP.	789 721,28	197 430,32
Total : 23			2 432 201,28	608 050,32
TOTAL			2 930 301,28	732 575,32

Informations diverses

— EAU POTABLE / SOGEDO :

Une note de synthèse de l'ensemble des actions réalisées sera adressée à l'ensemble des conseillers communautaires.

— Intervention de M. Romain DAUBIÉ portant sur l'indemnisation des commerces par rapport aux travaux eau/assainissement :

Suspension de cette question qui n'a pas fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour.

— RAPPORT DES DÉCISIONS :

Rapport des décisions prises par le Président de la communauté de communes de la Côtère dans le cadre de sa délégation d'attribution de l'organe délibérant conformément à la délibération n°DE-2020/06/06-AG en date du 8 juin 2020 :

MOBILITÉ

— Décision n°DS-2022/01/01-MO :

Convention partenariale relative à l'exploitation et à la maintenance du référentiel de données Multitud'4

- Date de la décision : 05/01/2022.

AGILITÉ

— Décision n°DS-2021/12/58-AG :

Ajustement de la provision pour dépréciation des créances douteuses

- Date de la décision : 13/01/2022

- **Décision n°DS-2021/12/61-AG :**
Contrat emprunt 1M€ à la Banque Postale / Budget principal
 - Date de la décision : 15/12/2021
- **Décision n°DS-2021/12/62-AG :**
Fixation des redevances d'occupation des salles de réunion
 - Date de la décision : 22/12/2021
- **Décision n°DS-2022/01/02-AG :**
Virement de crédit entre chapitre / Budget principal
 - Date de la décision : 07/01/2022

AMÉNAGEMENT

- **2021-GL-13 : Accord-cadre à bons de commande de travaux et entretien de la signalisation de police et de signalétique sur le territoire de la 3CM :**
 - Attribué à LINEAX pour un montant maximum de 250 000 € HT.
- **2021-GL-14 : Accord cadre à bons de commande d'assistance technique à la 3CM par un BET VRD :**
 - Attribué à AZIMUT PROJECT pour un montant maximum de 89 900 € HT.
- **2021-GL-05 : Accord-cadre multi attributaire mixte pour la réalisation de travaux de voirie sur le territoire de la 3CM :**
 - MS1/2021-GL-05 : Entretien courant et interventions d'urgence sur la voirie de la 3CM :
 - Attribué à PERRIER CTPG pour un montant maximum de 80 000 € HT.
 - MS2/2021-GL-05 : Aménagement de l'aire de grands passage définitive des gens du voyage à La Boisse et Thil :
 - Attribué à EIFFAGE pour un montant estimatif de 610 107,02 € HT.
 - MS3/2021-GL-05 : Travaux d'aménagement du parc d'activité des Près Seigneurs 3 :
 - Attribué à EUROVIA pour un montant estimatif de 714 528,50 € HT.

DIRECTION GÉNÉRALE

- **2021-GL-11 : Groupement de commande de prestation de service d'assurance :**
 - GROUPAMA
 - Lot 1 : Dommages aux biens
 - Lot 3 : Responsabilité civile générale
 - Lot 5 : Projection juridique et défense pénale des élus et des agents
 - Lot 6 : Flotte automobile et auto-mission
 - Lot 7 : Individuelle accident
 - Lot 8 : Cyber risques
 - VHV
 - Lot 2 : Dommages aux équipements assainissement station d'épuration des îles
 - SMACL
 - Lot 4 : Responsabilité atteinte à l'environnement

PROCHAIN CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

Le jeudi 3 février 2022 – 19h